

## Conseil municipal du 25 septembre 2023

# Extrait du registre des délibérations

**DATE DE  
CONVOCACTION :**  
18 septembre 2023

**DATE  
D’AFFICHAGE :**  
18 septembre 2023

**NOMBRE DE  
CONSEILLERS :**  
En exercice : 29

Présents : 26

Votants : 29

L’an deux mille vingt-trois, le lundi 25 septembre, à vingt heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s’est réuni en salle Armorique sous la présidence de M. Jean-Marc DUPEYRAT, Maire.

### ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Jean-Marc DUPEYRAT, M. Vincent CHARLIN, Mme Maryse BURBAN, M. Gérard LE DROGO, M. Roland NICOL, Mme Corinne JOUIN DARRAS, M. Jean-Jacques LECREUX, Mme Cécile LE SOMMER, M. Jean-Paul GAUDAIRE, Mme Gwenola de GOUELLO, Mme Evelyne JUGAN, Mme Christine HASCOËT, M. Christian PLOTTON, Mme Christine HERY, M. Jean-Jacques LE PRIOL, M. Jean-Yves COUEDEL, Mme Mireille PROUTEN-RIO, Mme Anne BOUZID, Mme Camille PETERS, M. Renaud BAUDART, M. Pierre SANTACRUZ, M. Arnaud JARLEGAN, Mme Marie-Cécile RIÉDI, Mme Isabelle CHABRAN, M. Didier GOUPIL, M. Nicolas MARGERIN.

### ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS :

Mme Dominique VANARD qui a donné procuration à Mme BURBAN,  
M. Marie-Hélène PORCHERON qui a donné procuration à M. CHARLIN,  
M. David LAPPARTIENT qui a donné procuration à Mme de GOUELLO.

### NE PARTICIPANT PAS AU VOTE

### SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Maryse BURBAN, Adjointe au Maire.

## **2023-149 - INSTAURATION D’UN PERIMETRE D’ETUDES ET DE SURSIS A STATUER DANS LE SECTEUR RUE DE L’OCEAN**

Vu le code général des Collectivités Territoriales,  
Vu le code de l’urbanisme, article L 424-1 et suivants,  
Vu la loi « Solidarité et renouvellement urbains » du 13 décembre 2000,  
Vu le Plan d’Urbanisme approuvé le 30/09/2013, modifié les 02/02/2015, 29/06/2015, 26/09/2016, 25/09/2017 et 10/02/2020,

Vu les dispositions de l’article L424-1 du code de l’urbanisme, il peut être sursis à statuer lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuses la réalisation d’une opération d’aménagement,

Considérant que le secteur de 0.68 hectares situé entre la rue de l’océan et l’allée des ducs de Bretagne, au sud de la rue Raymond Marcellin (plan en annexe), représente un périmètre stratégique pour le renouvellement urbain, et qui peut être le support d’un projet marquant par sa situation en entrée de centre bourg et par le potentiel de densification pouvant offrir un projet d’habitat en mixité fonctionnelle et sociale, de liaison inter-quartiers et de confortement de la place du végétal sur ces parcelles.

Considérant qu'il convient donc d'examiner ce secteur avec attention et, dans l'intérêt général, que des études préalables à toute opération d'aménagement doivent être menées sur cette zone nommée « rue de l'océan »,

Considérant que dès instauration du périmètre, la commune pourra sursoir à statuer pendant 2 ans sur les demandes d'autorisation déposées après l'instauration de ce périmètre concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement projetée par l'étude,

Considérant le plan délimité du périmètre d'études annexé à la présente délibération,

Considérant qu'une étude d'aménagement pilotée par la commune est en cours de réalisation sur ce secteur et doit permettre de préciser les orientations et les conditions de réalisations des futures opérations.

La mise en place de périmètre d'études permettant de définir finement les potentiels d'aménagement sur des secteurs stratégiques de la centralité est indispensable.

Vu l'avis de la Commission Urbanisme, Logement et Affaires foncières en date du 28 août 2023,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE de ses membres présents ou représentés, décide de :**

- Article 1 : - APPROUVER le périmètre d'études « Rue de l'océan » selon la délimitation du plan annexé à la délibération ;**
- Article 2 : - DIRE qu'une décision de sursis à statuer pourra être opposée à toute demande d'autorisation concernant de travaux, des constructions ou des installations situées sur les parcelles à l'intérieur de ce périmètre ;**
- Article 3 : - DIRE que la présente délibération cessera de produire des effets si, dans un délai de dix ans à compter de son entrée en vigueur, la réalisation d'une opération d'aménagement correspondante n'a pas été engagée ;**
- Article 4 - AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les décisions ou à accomplir toutes les formalités pour l'exécution de la présente délibération.**

La secrétaire de séance,  
**Maryse BURBAN**

Fait et délibéré, le 25 septembre 2023,



<b>Certifié exécutoire,</b>
Publié ou notifié le :
Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification



Le Maire,  
**Jean-Marc DUPEYRAT**



Envoyé en préfecture le 29/09/2023

Reçu en préfecture le 29/09/2023

Publié le

**26 SEP 2023**

ID : 056-215602400-20230925-6034DE23149H1-DE

